

## L'islamisation à Madagascar



**Mathieu PELLERIN**

Décembre 2016

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une association reconnue d’utilité publique (loi de 1901). Il n’est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l’Ifri s’impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISBN : 978-2-36567-662-5

© Tous droits réservés, Ifri, 2016

Couverture : © Boldair

#### **Comment citer cette publication :**

Mathieu Pellerin, « L’islamisation à Madagascar », *Notes de l’Ifri*, Ifri, décembre 2016.

#### **Ifri**

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : [accueil@ifri.org](mailto:accueil@ifri.org)

#### **Ifri-Bruxelles**

Rue Marie-Thérèse, 21 1000 – Bruxelles – BELGIQUE

Tél. : +32 (0)2 238 51 10 – Fax : +32 (0)2 238 51 15

E-mail : [bruxelles@ifri.org](mailto:bruxelles@ifri.org)

**Site internet :** [ifri.org](http://ifri.org)

# Auteur

**Mathieu Pellerin** est chercheur associé au sein du programme Afrique subsaharienne de l'Ifri. Ses travaux de recherche portent depuis 2010 sur le Sahel (Mauritanie, Mali, Niger, Burkina Faso), le Lac Tchad et Madagascar.

Il travaille depuis juin 2015 pour le Centre pour le dialogue humanitaire (HD) comme conseiller spécial en charge du dialogue intra-islamique. En parallèle, il est consultant international pour des organisations publiques et privées (Banque mondiale, Union européenne, ONGs, etc.). Il est également rédacteur en chef adjoint de la revue *Sécurité & Stratégie*.

# Sommaire

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>4</b>
<b>ISLAM ET ISLAMISATION DANS L'ESPACE EST-AFRICAIN .....</b>	<b>5</b>
L'histoire longue de l'islam en Afrique de l'Est et à Madagascar .....	5
Le spectre récurrent de l'islamisation à Madagascar .....	8
Un islam plus visible .....	12
<b>DE L'ISLAMISATION À L'ISLAMISME .....</b>	<b>15</b>
Les acteurs de l'islamisation .....	15
<b>UNE MENACE TERRORISTE À MADAGASCAR ? .....</b>	<b>22</b>
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>27</b>

# Introduction

L'islam à Madagascar fait depuis deux ans l'objet d'une très forte couverture médiatique et politique. Cet attrait – aussi massif que soudain – tranche avec le faible nombre d'études sur l'islam à Madagascar. Le dernier ouvrage contemporain traitant de cette thématique, *Les Chemins de l'islam à Madagascar*<sup>1</sup>, de Noël Jacques Gueunier, date de 1994.

La thématique de « l'islamisation » est dominante dans le traitement politico-médiatique, relayant des informations souvent non vérifiées, voire totalement erronées, mais qui traduisent l'inquiétude qui gagne les différentes strates de la société malgache, très majoritairement chrétiennes. Pourtant, l'islam et la thématique de l'islamisation ont une histoire ancienne dans le pays. Il s'agira ici d'une part de retracer l'histoire longue de l'islam à Madagascar, inscrite elle-même dans celle de l'islam en Afrique de l'Est, et d'autre part d'évoquer la récurrence du spectre de l'islamisation dans le pays et de tenter d'en expliquer les raisons.

Toutefois, cette notion d'islamisation est floue et peut renvoyer à des phénomènes différents dans l'esprit de ceux qui l'évoquent. Trois dynamiques principales sont ainsi indistinctement évoquées : une présumée augmentation de conversions à l'islam ; une affirmation de l'identité politique et sociétale musulmane ; une radicalisation du discours religieux vers plus d'intransigeance jusqu'à légitimer le recours à la violence. Les deux premiers aspects renvoient effectivement à une forme d'islamisation. Nous verrons qu'il ne s'agit pas un phénomène uniforme, porté par des acteurs homogènes, de manière organisée et planifiée. Le troisième aspect renvoie davantage au concept d'islamisme, lequel fait lui-même référence à une diversité d'acteurs représentant des courants différents, allant de l'expression d'un Islam littéraliste jusqu'au djihadisme.

---

1. Cf. N. J. Gueunier, *Les Chemins de l'islam à Madagascar*, Paris, L'Harmattan, 2014.

# Islam et islamisation dans l'espace est-africain

## L'histoire longue de l'islam en Afrique de l'Est et à Madagascar

La présence de l'islam à Madagascar doit être resituée dans un cadre sous-régional, celui de l'Afrique de l'Est. L'islam en Afrique de l'Est a connu plusieurs mouvements de diffusion<sup>2</sup>. Le premier débuta dès le VIII<sup>e</sup> siècle à partir de Mogadiscio du fait des guerres de succession qui se sont déroulées à la mort du prophète<sup>3</sup>. Au fil des siècles, ces migrations descendirent le long de l'Afrique de l'Est et entraînèrent des vagues de conversion, ainsi en est-il des Bantou dans les centres urbains à partir du XI<sup>e</sup> siècle. C'est dans la continuité de ces migrations que l'islam pénétra la côte ouest de Madagascar à partir du XII<sup>e</sup> siècle, *via* des établissements commerciaux éparpillés le long de la côte où vivaient les Antalaotra (gens du large). Leur influence religieuse fut dans un premier temps limitée et ne se fera réellement sentir, au travers de conversions, qu'à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle à travers l'établissement de relations avec les royaumes Sakalava<sup>4</sup> et Antakarana<sup>5</sup>, qui connaîtront des phases d'islamisation. Aujourd'hui, la côte orientale s'étirant de Maintirano à Antsiranana en passant par Mahajanga est une zone largement islamisée.

Le second mouvement est celui de l'influence perse portée par le sultan de Chiraz qui a vu plusieurs dynasties s'implanter sur la côte est-africaine et aux Comores, dont le pic se situa entre les XIII<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles, donnant naissance à de nombreux sultanats (Zeila, Ifat, Adal, Kilwa ou Ajuuran<sup>6</sup>) sur la côte est. Au travers d'intermariages entre Arabes et Perses

---

2. Cf. M. J. Vittori et K. Bremer, « Islam in Tanzania and Kenya: Ally or Threat in the War on Terror? », *Studies in Conflict and Terrorism*, 32(12), novembre 2009.

3. Voir N. Ahmed, « Islam in East Africa », disponible sur : [historyofislam.com](http://historyofislam.com). Ainsi des Ibadites d'Oman et les Zaidites du Yémen, persécutés par les armées califales omeyyades puis Abassides.

4. Le royaume Sakalava a été fondé au XVII<sup>e</sup> siècle dans l'extrême nord-ouest du pays. Cf. J. Lombard, *Le Royaume Sakalava du Menabe*, Paris, Éditions de l'ORSTOM, 1988.

5. Fondé au XVII<sup>e</sup> siècle par un Sakalava, le royaume Antakarana était concentré dans l'actuelle région d'Antsiranana.

6. Ces différents royaumes se sont succédés dans la corne de l'Afrique, principalement dans l'actuelle Somalie, mais s'étendant à l'Éthiopie, Djibouti, le Kenya et la Tanzanie. L'île côtière de Kilwa est ainsi basée en Tanzanie. Voir par exemple à ce sujet S. Pradines, « L'île de Sanjé ya Kati

avec des femmes Bantou, les Swahili apparurent, appellation qui vient de la traduction arabe de Swahel (Sahel) pour désigner la côte ou le rivage. Parce que la richesse des Chirazi reposait essentiellement sur le commerce maritime (autour de l'île côtière de Kilwa), ils se désintéressaient de l'*hinterland*, freinant ainsi la pénétration islamique dans les terres. Cette seconde période prit fin avec la colonisation portugaise au XV<sup>e</sup> siècle.

Durant cette période, l'islam apparaît sur la côte orientale de Madagascar, à travers des migrations venues de la péninsule arabique<sup>7</sup> à partir du XII<sup>e</sup> siècle et jusqu'au XVII<sup>e</sup> siècle. L'héritage culturel laissé sur la côte est de Madagascar est important, notamment dans le pays Antemoro dont l'emblème reste les manuscrits écrits en arabe, les sorabe. Reste que l'islam a progressivement disparu de cette région, autour des villes du sud-est que sont Vohipeno, Manakara ou encore Farafangana, et n'a conservé que des legs culturels islamiques (linguistiques, coutumiers).

Si les premiers commerçants arrivés en Afrique de l'Est étaient vraisemblablement chiites, à partir du XIII<sup>e</sup> siècle les commerçants sunnites vont devenir majoritaires, porteur d'un islam d'école chaféite. Cette vague de conversions serait liée à la conquête de l'Égypte et du Yémen par la dynastie sunnite des Ayyubides au XII<sup>e</sup> siècle qui met fin au règne des chiites ismaéliens des Fatimides. Les Ayyubides seront remplacées par la dynastie des Rassulides qui propagea l'islam chaféite en Afrique de l'Est jusqu'aux côtes malgaches. Depuis, l'école chaféite domine au sein de l'islam sunnite dans toute l'Afrique de l'Est.

Le troisième mouvement de diffusion fut celui de l'émergence de Zanzibar sous influence chaféite venue du Yémen et d'Oman. L'influence du sultan d'Oman se fit sentir au début du XIX<sup>e</sup> siècle par la conquête de Lamu et Mombasa avant que celui-ci ne transfère sa cour en 1840 à Zanzibar. L'archipel devint alors progressivement un centre de commerce d'esclaves, d'ivoire et d'épices, attirant les commerçants asiatiques. Ce n'est que vers le XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècle que la religion se propagea dans les terres intérieures de l'Afrique de l'Est, dans le cadre de l'expansion du sultanat Umani de Zanzibar<sup>8</sup> par l'entremise des marchands swahili. Contrairement à une idée reçue, la colonisation allemande puis britannique ne constitua guère un frein à l'islamisation. Au contraire, elle permit sa propagation

---

(Kilwa, Tanzanie) : un mythe Shirâzi bien réel », *Azania*, vol. 41, *Archaeological Research in Africa*, 2009.

7. Des controverses existent sur l'origine de ces Arabes, les historiens étant partagés sur le fait qu'ils soient venus directement de La Mecque, pour fuir des guerres intestines, ou bien qu'ils aient transité par l'Afrique de l'Est.

8. Cf. R. Loimeier, « Perceptions de la marginalisation », in R. Otayek et B. F. Soares, *Islam, État et société en Afrique*, Paris, Karthala, 2009.

dans l'*hinterland* à la faveur du développement du chemin de fer à partir du Tanganika. Du temps de la colonisation britannique et en réaction à celle-ci va se développer depuis Zanzibar le mouvement confrérique Mulidi (ou Maouloud) qui s'étendra jusqu'au nord du Mozambique, et ce jusqu'au début des années 1930. La tendance est semblable à Madagascar, la colonisation ayant accentué l'islamisation du nord de l'île. En effet, des vagues d'immigration successives de Comoriens, de Yéménites, de Somalis de Djibouti et d'Indiens vont constituer une phase d'islamisation de la côte ouest. Ceci est largement alimenté par l'administration coloniale et ses besoins en mains d'œuvre<sup>9</sup>.

L'islam a donc une histoire ancienne, qui a précédé celle du christianisme aujourd'hui largement dominant dans le pays. Son rôle à Madagascar fut longtemps occulté et continue d'être minimisé. De même, cet islam n'a pas été qu'insulaire. Il s'inscrit dans l'islam est-africain, inscription qui s'est traduite par des échanges commerciaux construits avec la civilisation swahili ou des relations développés avec le reste du monde musulman, en particulier le sultanat de Zanzibar au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>10</sup>.

Cette longue histoire de l'islam a laissé des héritages très différents selon les pays d'Afrique de l'Est. Le poids démographique des communautés musulmanes varie notablement d'un État à l'autre. Religion quasi unique en Somalie (plus de 99 % de la population) et aux Comores (près de 98 %), l'islam est minoritaire dans tous les autres États d'Afrique de l'Est et australe. Près d'un tiers des populations tanzaniennes (35 %) et éthiopiennes (34 %) seraient musulmanes tandis que la proportion serait bien moindre dans les autres États de la côte est : 18 % au Mozambique, 12 % en Ouganda, 11 % au Kenya, 10 % en RDC, 1,5 % en Afrique du Sud<sup>11</sup>. À Madagascar, il est d'usage de considérer que plus de 50 % de la population est chrétienne, le reste de la population étant essentiellement attachée à des croyances traditionnelles. La part des musulmans ne dépasserait pas 6 % de la population, alors que les seuls chiffres officiels<sup>12</sup> (qui remontent à 1977) l'estiment à seulement 1 %. Surtout, le pouvoir

---

9. Cf. N. J. Gueunier, *Les Chemins de l'Islam à Madagascar*, op. cit.

10. Voir L. Berger et O. Branchu, « L'islam à l'épreuve de l'ancestralité dans les villes et campagnes au nord de Madagascar », in *L'Islam politique au sud du Sahara*, Paris, Karthala, 2005.

11. Cf. Wikipédia (à partir de données statistiques officielles). Ces pourcentages doivent toutefois être considérés avec beaucoup de prudence, faute de recensement confessionnel exhaustif.

12. Cf R. Delval, « Les musulmans à Madagascar en 1977 », *L'Afrique et l'Asie modernes*, n° 115, 4<sup>e</sup> trimestre 1977 et n° 116, 1<sup>er</sup> trimestre 1978.



politique a toujours été construit avec l'appui des Églises chrétiennes en dépit du caractère laïc de l'État malgache<sup>13</sup>.

Cette histoire a également façonné l'identité de ce monde islamique est-africain. La branche sunnite est largement majoritaire au sein de la communauté musulmane d'Afrique de l'Est, trois écoles étant surtout représentées. Le rite chaféite<sup>14</sup>, comme indiqué précédemment, est resté prédominant et fut jusqu'à maintenant d'inspiration confrérique soufi<sup>15</sup>. Parmi les ordres soufis, la *qaddiriya* est dominante en Somalie, en Éthiopie et au Kenya ainsi qu'à Zanzibar, tandis que la *shadiliya* prédomine dans le reste de la Tanzanie, notamment à Kilwa. La confrérie *ahmadiyya*, très controversée, y compris parmi les soufis qui l'accusent d'hérésie, est également présente dans plusieurs pays dont la Somalie et la Tanzanie (où les tensions avec le Mufti de Zanzibar sont permanentes). Le rite hanafite n'est présent que par l'entremise de la présence indienne originaire du Ghujarat. Enfin, le rite hanbalite est le plus récemment représenté de par l'activisme des pétromonarchies du Golfe, Arabie Saoudite en tête, mais également du Qatar ou du Koweït où le wahhabisme a su se développer au fil du temps. Le chiisme est minoritaire dans tous ces États et est principalement représenté par les communautés indiennes ismaéliennes même si l'Iran tente de renforcer son influence dans cet espace.

## Le spectre récurrent de l'islamisation à Madagascar

De cette histoire longue de l'islam sur la Grande île, il ne faudrait pas retenir seulement l'idée d'un legs culturel ou religieux diffus. Certes, Madagascar a été l'objet d'une christianisation continue depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, sous l'influence conjuguée des missions protestantes anglaises puis catholiques françaises, christianisation qui se poursuit aujourd'hui à travers les Églises réunies au sein du FFKM (Conseil Œcuménique des Églises chrétiennes à Madagascar) mais aussi des nouvelles Églises

13. Selon l'article 2 de la Constitution, il est prévu que « la laïcité de la République repose sur le principe de la séparation des affaires de l'État et des institutions religieuses et de leurs représentants » et que « l'État et les institutions religieuses s'interdisent toute immixtion dans leurs domaines respectifs ».

14. Quatre écoles (*madhhab*) sunnites se sont historiquement imposées par l'influence de leurs fondateurs qui ont statut de *fuqaha* (docteurs de la Loi) : Abû Hanîfa (Hanafisme) ; Mâlik Ibn Anas (Malikisme) ; Muhammed Ibn Idrîs al-Shâfi'î (Shaféisme) ; Ahmed Ibn Hanbal (Hanbalisme).

15. Historiquement, le soufisme (*tasawwuf*) a été répandu par différents maîtres spirituels en confréries (*uruq*, pluriel de *tariqa*, qui signifie la « voie ») qui se disent reconnus par les quatre écoles sunnites.

(évangélistes, pentecôtistes, etc.). Pour autant, l'islam n'a jamais disparu et a même connu une structuration assez similaire à celle des Églises.

À côté du FFKM, le FSM (Fikambanan'ny Silamo Malagasy), structure officielle de l'islam à Madagascar, existe depuis 1962 de manière informelle et dispose d'une reconnaissance légale<sup>16</sup> depuis 1974. L'organisation a toujours œuvré pour la promotion de l'islam dans le pays, de manière harmonieuse avec l'ensemble des autres cultes présents dans le pays. De même, au niveau régional, des structures associatives se sont développées pour formuler des revendications culturelles, à l'instar du Centre islamique de Diego, fondé par un membre influent du FSM, Kassam Ali. Cela n'a pas toujours été sans tension, le spectre de l'islamisation et de la menace qu'il fait peser sur une nation chrétienne (en dépit de son caractère officiellement laïc) revient régulièrement depuis les années 1990. Si cette thématique devient de plus en plus récurrente, cela tient à la conjugaison de deux dynamiques synchrones : l'arrivée d'organisations islamiques étrangères non gouvernementales avec des prêcheurs arabes ou africains, et le développement du djihadisme dans les années 1990 (notamment en Afrique de l'Est) avec les attentats de 1998 (Dar Es Salam et Nairobi) et du 11 septembre 2001 comme points d'orgues.

La multiplication des actions caritatives et de prédication venues du Moyen-Orient n'est pas nouvelle<sup>17</sup> et a démarré dans les années 1980. La réislamisation d'anciennes contrées musulmanes dont l'identité islamique a été abandonnée ou étouffée par les missions chrétiennes au XIX<sup>e</sup> siècle date du début des années 1990. L'acteur principal de ce mouvement est l'ONG koweïtienne AMA (Agence des musulmans d'Afrique) et plus particulièrement sa branche saoudienne présente à Madagascar depuis 1994. Cette ONG, réputée proche des Frères musulmans, dont l'action se concentre sur le continent africain, a beaucoup œuvré dans le pays Antemoro (où l'islam demeure un marqueur identitaire<sup>18</sup>). Le but du représentant de l'AMA à Madagascar, Abdurrahman Sumayt, était de convertir (ou réislamiser) 51 % de la population Antemoro<sup>19</sup> à l'horizon 2009. Reste que Jacques Noël Gueunier montre qu'avant même 1994, des Indiens et Comoriens sunnites avaient tenté de revitaliser l'islam au sud-est. Or, l'AMA a fait l'objet d'une interdiction d'exercer de la part du

---

16. Entretien avec Bachir Soudjay, ancien président du FSM, Mahajanga, juillet 2016.

17. Cf. N. J. Gueunier, *Les Chemins de l'Islam à Madagascar*, *op. cit.*

18. Cf. J. Tsaboto, « Les devins Antemoro résidant à Antananarivo », in S. Blanchy et O. Dabène, *Les Dieux au service du peuple. Itinéraires religieux, médiations, syncretisme à Madagascar*, Paris, Khartala, 2006.

19. Cf. C. Ahmed, « Networks of Islamic NGOs in Sub-Saharan Africa: Bilal Muslim Mission, African Muslim Agency (Direct Aid), and al-Haramayn », *Journal of Eastern African Studies*, vol. 3, n° 3, novembre 2009.

président Marc Ravalomanana en 2004. À Antsiranana, l'apparition de nouveaux prédicateurs a rapidement fait naître le spectre de l'intégrisme, comme le rapportent Laurent Berger et Olivier Branchu à propos de l'arrivée de deux prédicateurs africains « barbus » à Antsiranana, envoyés par l'ONG islamique du Bahrein Muslims Educational Program<sup>20</sup>.

Cela intervient dans un climat post 11 septembre 2001 qui n'a pas été sans conséquences pour Madagascar. Depuis les attentats de Dar Es Salam et de Nairobi en 1998, Madagascar est suspectée de servir de territoire de transit pour les djihadistes. Les États-Unis ont manifesté un intérêt soudain pour Madagascar depuis que l'un des cerveaux de ces attentats, le comorien Abdallah Mohammed Fazul, a été repéré à Madagascar<sup>21</sup> en 2007. Le 11 Septembre a eu un certain écho à Madagascar, créant son lot de fantasmes, jusqu'à envisager le président Didier Ratsiraka comme un allié d'Al-Qaïda, suspecté d'être derrière l'importation de tee-shirts Ben Laden<sup>22</sup>. Ces rumeurs s'appuyaient sur certaines réalités pourtant très éloignées de tout intégrisme, à savoir que le président avait développé des accointances avec des Républiques arabes socialistes comme l'Algérie et bénéficiait de l'appui d'une partie de la communauté musulmane indienne et malgache. Plusieurs membres du FSM ont ainsi été ministres au temps de Didier Ratsiraka, comme Hussein Abdallah ou Azaly Ben Marouf. Par la suite, la mort d'un des beaux-frères de Ben Laden, actif dans le domaine minier à Madagascar<sup>23</sup>, a alimenté plusieurs rumeurs<sup>24</sup> sur le financement du terrorisme depuis la Grande Île. En somme, chaque séquence géopolitique propice au développement du terrorisme crée son lot de fantasmes à Madagascar. Déjà dans les années 1990, le développement d'un terrorisme iranien – qui avait notablement frappé la France – avait abouti à l'arrestation d'un membre de l'influente famille indienne Hiridjee, suspecté d'être engagé dans des activités à caractère terroriste<sup>25</sup>.

Aujourd'hui, la menace que fait planer Daech constitue sans nul doute un contexte propice à la renaissance de craintes terroristes. Pour autant, aucun événement médiatique n'est venu éveiller ces craintes avant 2015. En effet, le seul fait marquant, à savoir l'arrestation d'un internaute franco-

---

20. Cf. L. Berger et O. Branchu, « L'islam à l'épreuve de l'ancestralité dans les villes et campagnes au nord de Madagascar », *op. cit.*

21. Entretien avec un ancien patron des services de renseignement malgaches, Antananarivo, juillet 2016. Fazul a été tué le 8 juin 2011 en Somalie, sur un check-point à Mogadiscio.

22. Cf. F. V. Rajaonah, « Les imaginaires de l'étranger dans la crise malgache », *Politique africaine*, n° 86, juin 2002.

23. Cf. « Un beau-frère de Ben Laden tué à Madagascar », *Les Nouvelles*, 1<sup>er</sup> février 2007.

24. Par rumeur, nous entendons toute information qui n'a jamais reçu aucune confirmation officielle, ni même de corroboration officieuse.

25. Entretien avec un responsable d'une mosquée à Antananarivo, Antananarivo, juillet 2016.

malgache appartenant à la communauté indienne suspecté de propagande en faveur de l'État islamique, est survenu bien après le démarrage de cette propagande. La question se pose donc de savoir pour quelles raisons cette thématique resurgit soudainement et avec ampleur.

Les individus interrogés avancent comme preuve de cette vague d'islamisation ou d'intégrisme (les deux phénomènes étant fréquemment évoqués indistinctement alors qu'ils sont bien différents) des marqueurs : la construction de nouvelles mosquées, la multiplication du nombre de femmes voilées, ou du nombre de « barbus » qui transitent à l'aéroport d'Ivato et terminent « on ne sait où ». Une majorité des personnes (non musulmanes) interrogées considère que derrière ces observations visuelles se cachent des « centres d'endoctrinement salafistes », des recruteurs ou des combattants de Daech, tandis que nombre d'acteurs et d'observateurs locaux n'hésitent pas à soutenir qu'il existe des camps d'entraînement terroristes dans la Grande Île, avançant, au besoin, que la CIA et le FBI les surveillent étroitement<sup>26</sup>. Reste que pour l'heure, il n'y a aucune information crédible permettant de soutenir pareille assertion. Le problème tient largement au fait qu'islamisation – dynamique traduisant un mouvement de conversions consécutif au prosélytisme d'organisations islamiques –, et radicalisation – dynamique reflétant un basculement vers l'intégrisme religieux pouvant aller jusqu'au recours à la violence – sont considérées comme étant les deux faces d'une même pièce. Un acteur de la vie politique malgache résume ainsi cet amalgame : « On sait que ça commence toujours avec une mosquée et qu'ensuite ça se termine par le terrorisme.<sup>27</sup> »

De ce point de vue, le rôle du *tsaho*<sup>28</sup> malgache est déterminant dans sa faculté à disséminer des rumeurs à grande échelle. Il est assez évocateur que les craintes des uns et des autres reposent bien souvent sur d'anciennes informations. Ainsi, deux institutions islamiques fréquemment présentées comme l'illustration d'une islamisation rampante sont le Centre Lazaina et l'orphelinat d'Antanimalanto à Mahajanga. Or, tous deux sont apparus à la fin des années 1990 grâce à l'implication de l'AMA et n'ont pas connu de croissance importante de leur fréquentation ; celle-ci a même décliné en raison de la quasi-suspension des activités de l'AMA. Un

26. Cf. « Terrorisme, islamisme : trafic à Madagascar Le FBI et la CIA ont l'œil sur 3 localités », *Matv.mg*, 4 mars 2015.

27. Entretien avec un acteur politique malgache, Antananarivo, juillet 2016.

28. Le *tsaho* renvoie à la dissémination de rumeurs par le biais de divers canaux (familiaux, sociaux, etc.) aboutissant à créer une réalité parfois fantasmée. Jean Fremigacci le décrit comme « une arme redoutable (consistant en) une campagne de faux-bruits, de dénigrement systématique », Cf. J. Fremigacci, *État, économie et société coloniale à Madagascar*, Paris, Karthala, 2014.

responsable de l'orphelinat islamique à Mahajanga se montre volontiers transparent sur le nombre d'enfants recueillis ainsi que sur l'origine de leurs fonds, loin de l'image d'opacité véhiculée par le *tsaho* malgache<sup>29</sup>.

Les informations peuvent tout autant être erronées ou partielles. Un « Centre » à Manakara a fréquemment été évoqué comme emblème d'une présence terroriste en germe, sans qu'il soit même permis d'établir si le Centre est sunnite ou chiite. Il est probable, mais non confirmé en l'état actuel de nos recherches, qu'il s'agisse d'un centre chiite financé notamment par certains opérateurs indiens. Or, si le terrorisme d'inspiration chiite existe, il est pour l'heure très minoritaire. L'ouverture d'une ligne aérienne par Turkish Airlines a également amplifié les inquiétudes dans le pays. Elle a considérablement facilité les échanges entre le Moyen-Orient et Madagascar, et ainsi densifié la venue de Musulmans d'origine arabe. Parmi eux figurent un certain nombre de réfugiés syriens et yéménites dans le pays. Or, jamais aucune information n'est communiquée à ce sujet et les premiers éléments recueillis tendent à indiquer qu'il s'agirait majoritairement de réfugiées chiites fuyant la guerre civile en Syrie et au Yémen et qui auraient été accueillies par la mosquée khoja d'Ankorondrano. Là encore, le spectre du terrorisme paraît assez lointain. Pour ce qui est des « barbus » qui sillonnent le pays, cela est loin d'être aussi opaque et suspect que ce que le *tsaho* malgache laisse entendre. Il s'agit en très grande majorité de « frères » de toutes nationalités appartenant au mouvement prédicateur et non-violent Jamaat' Tabligh. Enfin, citons le cas des « 2 000 mosquées en construction », largement véhiculé dans la presse<sup>30</sup> et qui s'est petit à petit imposé comme vérité alors qu'aucun de nos interlocuteurs n'a été en mesure d'en situer l'origine. Si la construction de mosquées a bien fait l'objet de discussions impliquant les autorités malgaches<sup>31</sup>, la rumeur des 2 000 mosquées proviendrait d'un prêche d'un imam dans une région reculée du pays, dont le but était manifestement d'impressionner ses fidèles en livrant des chiffres fantasmés.

## Un islam plus visible

Si les marques d'intégrisme avancées par le passé comme aujourd'hui semblent donc largement infondées, cela ne signifie pas pour autant que Madagascar ne connaît pas une nouvelle séquence d'islamisation. Sans chiffres officiels ni moyens scientifiques de vérifier l'assertion selon

29. Entretien avec l'un des responsables de l'orphelinat d'Antanimbalanto, Mahajanga, juillet 2016.

30. Cf. « 2 000 mosquées : le contrat signé par l'État ! », *La Gazette de la Grande Île*, mars 2016.

31. Entretien avec un acteur de la vie politique malgache, Antananarivo, juillet 2016.

laquelle « chaque année plusieurs centaines de milliers de Malgaches se convertissent à l'islam<sup>32</sup> », nous nous montrerons résolument prudents. Nous soutiendrons toutefois l'hypothèse, à l'aune des témoignages recueillis à Madagascar, que l'islam connaît un essor conjoncturel certain. Reste en tout premier lieu à en déterminer les causes.

Dans un premier temps, il apparaît que l'islam profite largement de la délégitimation des Églises chrétiennes traditionnelles consécutive à la crise de 2009. L'implication politique du FFKM dans cette crise a abouti à des divisions intestines en son sein qui auraient détourné un certain nombre de fidèles de ces structures devenues partisans<sup>33</sup>. Au même titre que l'islam, les nouveaux courants religieux de la mouvance protestante et évangélique (Jesosy Mamonjy par exemple) non représentés au sein du FFKM auraient connu un regain d'intérêt pour les mêmes raisons.

La seconde explication de cette prise de conscience tient au fait que l'islam semble désormais progresser dans les hauts plateaux, historiquement chrétiens. Bien que l'implantation de l'islam dans les hauts plateaux remonte au début du siècle, sous l'influence des musulmans du nord-ouest, son essor dans la capitale est relativement récent, se traduisant principalement par la construction de nouvelles mosquées. Or, Madagascar est un pays où le pouvoir politique et médiatique est largement concentré dans la capitale Antananarivo, au demeurant capitale d'une ancienne royauté chrétienne. Plusieurs témoignages recueillis auprès de Merina de la capitale déplorent le fait de voir quelques mosquées en construction ou construites dans des villages dont la chrétienté (singulièrement le protestantisme) est un pilier identitaire. À l'instar d'un pays comme la RDC où l'islam a été cantonné dans des espaces périphériques au pouvoir politique, les régions islamisées précitées à Madagascar ont toujours été à l'écart du processus décisionnel ultra-centralisé dans la capitale. Dès lors que l'islam progresse là où se concentre le pouvoir politique, sa visibilité grandit et nourrit diverses inquiétudes que d'aucuns résument par l'idée « d'islamisation » ou de « radicalisation ». La présence de « barbus » qui arrivent par avion dans la capitale nourrit ce même sentiment.

Une autre dimension de cette plus grande visibilité de l'islam tient au fait qu'un nombre croissant d'élus nationaux soit de confession musulmane. Ainsi, une trentaine de députés seraient musulmans (un pourcentage historiquement important), parmi lesquels rares sont ceux

---

32. Là encore, sans qu'il nous ait été permis de retracer l'origine de cette information, elle circule très largement à Madagascar et fait office de réalité.

33. Cf. M. Gingembre, « Match religieux en terrain politique », *Politique Africaine*, n° 123, octobre 2011.

engagés dans des activités confessionnelles ou porteurs d'un islam politique. Quelques-uns toutefois affichent de manière plus ostentatoire leur foi, à l'instar de Jean-Nicolas Randrianasolo, député de Betroka dont la conversion à l'islam semble s'être opérée aussi rapidement qu'intensément<sup>34</sup>.

---

34. Entretien avec un responsable de mosquée à Antananarivo, Antananarivo, juillet 2016.

# De l'islamisation à l'islamisme

Si Madagascar se situe actuellement dans une séquence d'islamisation, celle-ci reste particulièrement sous-documentée. La quasi-totalité des articles de presse ne mentionne que l'intégrisme supposé subséquent à cette islamisation – comme nous l'avons dit peu ou pas étayé par les faits – mais aucun ne mentionne les acteurs qui la portent, leurs motivations et leurs projets religieux, sociaux ou politiques. Présenter les acteurs de cette islamisation permet pourtant d'améliorer la connaissance d'un phénomène qui ne suscite pour l'heure que méfiance, et ainsi de déconstruire l'islam intégriste clandestin qui, selon certains, grignoterait petit à petit la Grande Île.

## Les acteurs de l'islamisation

### *Les grandes écoles de l'islam sunnite représentées à Madagascar*

L'islam à Madagascar voit cohabiter de manière jusqu'ici pacifique les branches sunnites et chiites, même si les sources de tension se multiplient. Les sunnites sont majoritairement des Malgaches originaires des côtes est et sud-est, appartenant pour la très grande majorité d'entre eux à l'école chaféite qui est dominante aux Comores et au Yémen, une configuration similaire à celle observable en Afrique de l'Est. Bien que le soufisme ait très minoritairement touché Madagascar<sup>35</sup>, contrairement à la majorité des pays de la zone, cet islam chaféite s'est toujours développé dans le pays dans une entente constante avec les chrétiens. Étant l'école majoritaire au sein de l'islam à Madagascar, ses représentants dirigent le FSM, l'organisation représentative des musulmans à Madagascar. Il s'agit de la seule organisation jouissant d'un statut reconnu par le ministère de l'Intérieur (ordonnance 62-77 qui régit les cultes à Madagascar) qui lui octroie une légitimité similaire à celui du FFKM, le Conseil des Églises chrétiennes à Madagascar.

---

35. Citons par exemple l'islam confrérique shadhili, importé depuis les Comores par la monarchie Antankarana au nord du pays au début du XX<sup>e</sup> siècle. Cf. N. J. Gueunier, *Les Chemins de l'Islam à Madagascar*, *op. cit.*



Au sein de la branche sunnite, deux autres écoles sont également représentées dans le pays : l'école hanafite, représentée principalement par les Indiens sunnites (très minoritaires au sein de la communauté indienne), et l'école hanbalite, la plus récente et qui fournit la base doctrinale du wahhabisme. Le hanafisme à Madagascar a pour singularité d'abriter au sein de ses mosquées les fidèles du mouvement controversé Jamaat' Tabligh<sup>36</sup>. Ce partenariat repose sans doute en partie sur le fait que les deux mouvements ont des origines indiennes.

La Jamaat' Tabligh repose sur l'engagement itinérant de missionnaires du monde entier pour faire des tournées (*al-jawla*), répandre les idées du *tabligh* (la « proclamation ») et développer de nouveaux prédicateurs du mouvement. Ce courant piétiste et apolitique est extrêmement prosélyte. Par conséquent, des centaines de membres du mouvement de toutes nationalités viennent à Madagascar et sillonnent le pays à des fins de prosélytisme. Si le fait qu'ils circulent à pied peut étonner, cela tient au fait qu'ils ont peu de ressources pour utiliser d'autres moyens de locomotion et que la mendicité étant proscrite en islam, il leur est interdit de réclamer de l'aide. Leur point d'arrivée à Antananarivo est la mosquée d'Ambatonakanga, la première mosquée construite dans la capitale au début du siècle et qui est une mosquée hanafite<sup>37</sup>. Elle constitue leur « markhaz » (centre). Dès lors, les « centaines de barbus » qui sont aperçus sur les routes de la Grande Île et qui suscitent moult réactions inquiètes appartiennent pour l'essentiel à cette organisation, dont la non-violence est constitutive de leur identité. Le Tabligh dispose donc de mosquées hanafites à Toamasina, Mahajanga, Anstiranana, Fianarantsoa, Sambava ou encore Antalaha<sup>38</sup> qui constituent autant de points de passage pour les prêcheurs itinérants.

L'école hanbalite est la plus récente à Madagascar. Son émergence est directement liée à l'activisme d'organisations religieuses d'Arabie Saoudite et en tout premier lieu Al-Rabita (ou Ligue Mondiale Islamique), ONG fondée en 1962 dont la prédication islamique est un des fondements et dont la proximité avec les autorités religieuses saoudiennes n'est plus à démontrer. Elle s'est classiquement développée à travers l'octroi de bourses d'études à quelques dizaines de jeunes malgaches musulmans qui, au sortir de leur formation coranique suivant la doctrine wahhabite, reviennent à Madagascar prêcher fidèlement la doctrine enseignée. Leur principal représentant est Cheikh Haroune Moussa Mamode, un Malgache originaire de Toamasina, qui dirige la CMSM (Communauté musulmane sunnite à

---

36. Entretien avec le responsable de la mosquée Ambatonakanga, juillet 2016.

37. *Ibid.*

38. *Ibid.*

Madagascar). Il s'agit de l'association la plus active actuellement en matière de construction de mosquées, d'œuvres caritatives et de prêches, bénéficiant pour ce faire du journal *La Lumière*, créé sur financement de la Banque islamique de développement (BID)<sup>39</sup>. Leur site témoigne de la régularité des événements organisés. La CMSM dispose de relais religieux et associatifs dans la plupart des villes côtières en plus d'Antananarivo. La proximité avec les pays du Golfe et singulièrement l'Arabie Saoudite n'est absolument pas cachée. Ainsi, lors du congrès de la CMSM tenu en août dernier au CCI d'Ivato, un représentant de la puissante ONG Wamy (World Assembly Of Muslim Youth) était présent. De même, à Mahajanga, l'ONG Binaa affiche de manière transparente le soutien qu'elle reçoit du royaume saoudien pour mener à bien ses activités caritatives<sup>40</sup>. Pour autant, la CMSM est sous l'influence d'autres pays musulmans qui ne sont pas hanbalites. Ainsi Ouskaz Hajanirina, originaire des hauts plateaux, qui dirige l'association Al-Isla et non moins membre du CMSM, a été formé à l'école chaféite en Égypte, tandis que la CMSM dans son ensemble comprend beaucoup d'étudiants diplômés d'écoles coraniques en Égypte<sup>41</sup>.

### ***Les différentes tendances de l'islam sunnite à Madagascar***

Derrière l'image d'islamisation rampante qui suggère une dynamique homogène et uniforme, il convient de retracer l'histoire contemporaine de l'islam dans le pays qui donne au contraire à voir une pluralité de tendances et de courants en concurrence.

Une première lecture de la situation actuelle de l'islam dans le pays, semblable à ce qui est observable dans la plupart des pays, dont ceux d'Afrique de l'Est, soutiendrait le postulat classique d'une division entre tenants d'un islam traditionnel, incarné par la FSM, et un islam rigoriste essentiellement représenté par la CMSM, derrière laquelle on retrouve une opposition entre l'école chaféite et l'école hanbalite<sup>42</sup>. Cette division existe bel et bien à Madagascar, la CMSM étant résolue à concurrencer ouvertement le FSM qui traverse une crise interne sans précédent dans son histoire. Le récent congrès du CMSM déjà évoqué ne conclut d'ailleurs pas autre chose lorsqu'il fixe comme objectif à l'organisation d'obtenir la reconnaissance statutaire du ministère de l'Intérieur, afin d'être sur un

---

39. Entretien avec le directeur de publication du journal *La Lumière*, Mahajanga, juillet 2016.

40. Entretien avec un cadre de l'ONG Binaa, Mahajanga, juillet 2016.

41. Entretien avec un fidèle actif au sein de la communauté musulmane, Antananarivo, juillet 2016.

42. Entretien avec un cadre du FSM, Mahajanga, juillet 2016.

pied d'égalité légale avec le FSM, et de choisir pour la communauté musulmane un Amir Al-Mouslimina (ou commandeur des croyants).

Ceci étant dit, cette ligne de fracture ne doit pas occulter d'autres formes de concurrence qui traduisent moins des oppositions d'ordre théologique que des luttes de pouvoir et/ou de contrôle des rentes distribuées par l'étranger. Ainsi, bien avant que le développement du CMSM ne vienne concurrencer frontalement le FSM, celui-ci était empêtré dans des divisions intestines. Ces divisions sont de deux ordres : une première ligne de fracture qui oppose musulmans côtiers et musulmans des hauts plateaux, ces derniers contestant le fait que le siège du FSM soit établi à Mahajanga ; une seconde ligne de fracture entre la branche historique du FSM et une branche politique qui a émergé au début des années 1990. Ces divisions ont été telles que le FSM est actuellement inopérant. Le problème remonte au troisième congrès du FSM organisé en 1988 lorsqu'un groupe de « politiciens<sup>43</sup> » appartenant au régime du président Ratsiraka a cherché à prendre le contrôle de l'organisation. Les enjeux derrière cette rivalité étaient largement financiers, le FSM étant la seule organisation à bénéficier des soutiens financiers extérieurs, et en particulier de l'agence libyenne AMAI (Association mondiale de l'appel islamique) avec lequel un partenariat privilégié existait. Les modalités de versement de l'argent ont fait l'objet d'âpres rivalités entre représentants du FSM, aboutissant, selon plusieurs sources concordantes, à des détournements. En 1996, le financement du 4<sup>e</sup> Congrès a fait à nouveau l'objet de tensions entre les membres du FSM, donnant lieu à une prise de contrôle par les « politiciens » du FSM dont le siège fut alors transféré à Antananarivo. Le FSM n'est depuis jamais parvenu à solder ces différends, y compris récemment, en 2015, avec l'achoppement d'une tentative de réconciliation à Mahajanga impliquant la plupart des acteurs historiques de la crise<sup>44</sup>.

De même, ceux qu'on appelle trop vite « wahhabites », sans même pouvoir certifier qu'ils enseignent un islam de rite wahhabite, sont très divisés. La LDUIM (Ligue des diplômés des universités islamiques de Madagascar) est l'expression la plus emblématique de ces divisions. Cette structure a été créée pour rassembler les diplômés des écoles et universités islamiques de pays étrangers (principalement Arabie Saoudite, Égypte et Soudan), mais est aujourd'hui divisée en deux tendances : celle de Cheikh Haroune Mamode, représentant officiel de la LDUIM, et celle de Nasser Dine Hassan Ali, représentant des dissidents de l'organisation. Les rivalités

---

43. Entretien avec un membre fondateur du FSM, Mahajanga, juillet 2016.

44. Entretien avec Bachir Soudajy, ancien Président du FSM, Mahajanga, juillet 2016.

de leadership, qui sous-tendent souvent des enjeux financiers, expliquent ici largement l'origine des tensions. Par ailleurs, certains des principaux représentants malgaches du « wahhabisme » dans le pays entretiendraient des relations houleuses avec certains wahhabites des pays du Golfe, à commencer par ceux issus de l'Arabie Saoudite.

Ces nombreuses lignes de fracture internes à l'islam sunnite amènent à relativiser grandement l'idée d'un projet réfléchi et porté de manière homogène par la communauté musulmane et ses représentants. Par ailleurs, il apparaît que le chiisme est tout autant, si ce n'est plus, actif dans la propagation de la foi.

### ***Une islamisation surtout chiite ?***

En l'état actuel de nos recherches, il est difficile d'être formel sur ce point mais de nombreux éléments concourent à soutenir l'idée que la propagation de l'islam actuellement dans le pays est bien plus le fait des chiites que des sunnites. En effet, nombre de témoignages, y compris de la part de sunnites, concordent sur le fait que les chiites se montrent de plus en plus actifs et prosélytes, principalement sous l'influence de la communauté indienne. Ce prosélytisme est relativement nouveau à l'échelle de l'histoire de la présence de cette communauté vieille de plus d'un siècle. Noël Jacques Gueunier fait remonter le début de cet activisme religieux à 1982 avec la création de la Mission Islamique par les Khoja à Morondava<sup>45</sup>, mission qui a étendu rapidement ses activités à bien d'autres villes du pays. Il est permis de voir dans cette mission, sous influence de l'Iran, la conséquence de la révolution islamique survenue quelques années plus tôt en Iran. Cette implication de la communauté indienne chiite dans le développement de la communauté religieuse est allée *crescendo* depuis lors, en particulier avec la création de l'INISMA (Institut islamique de Madagascar) situé à Ankazomanga, dans la capitale. L'INISMA constitue le pilier de l'activisme chiite khoja dans le pays, comprenant une mosquée, un centre culturel, une école coranique, un centre de formation professionnelle, une radio (*Voix de la sagesse*) et une chaîne de télévision. À l'échelle du pays, elle comptait il y a quelques années 64 centres<sup>46</sup>. L'institut bénéficie de soutiens étrangers, principalement venus d'Iran selon plusieurs sources chiites interrogées. Toutefois, la promotion du chiisme s'explique sans doute davantage pour des raisons locales. En fait, la communauté indienne a connu une ascension économique considérable

---

45. Morondava est une ville côtière à l'ouest d'Antananarivo, rattachée à la région du Menabe.

46. De l'aveu même de son ancien directeur, Sheikh Rijaly, lequel a désormais quitté l'INISMA et aurait des ambitions concurrentes. Entretien avec un journaliste musulman, juillet 2016.

depuis le début des années 1990, et encore plus fulgurante depuis 2009. C'est le cas des trois principales branches de l'islam chiite à Madagascar : les Bohras qui compteraient pour 40 % des Indiens présents à Madagascar (représentant les partisans du 21<sup>e</sup> imam et comptent essentiellement des marchands et quincailliers<sup>47</sup>), les Khoja qui compteraient pour 35 % des Indiens (représentant les partisans du 12<sup>e</sup> imam et comptent d'importants opérateurs économiques<sup>48</sup>) et les Ismaéliens qui représenteraient 13 % des Indiens (ou Agakhanistes, représentant les partisans du 7<sup>e</sup> imam et comptant aussi de puissants opérateurs économiques<sup>49</sup>). Chacune de ces branches compte des acteurs puissants, et singulièrement les Khoja parmi lesquels on retrouve Abdoul Rassoul, Ilyas Akbaraly ou la famille Hiridjee. Ces trois acteurs sont parmi les plus importants du pays et leur engagement religieux n'est plus à démontrer. Abdoul Rassoul aurait ainsi intégralement financé la construction de la mosquée khoja d'Ankorondrano, tandis qu'Akbaraly est notoirement proche de l'INISMA (la fondation Akbaraly a ainsi participé à des actions caritatives avec l'INISMA), tandis que le père d'Hassenein Hiridjee occupe de longue date des fonctions exécutives au sein de la World Federation Khoja. Fondée par un Indien originaire d'Afrique de l'Est, cette dernière constitue la principale organisation de promotion du chiisme khoja en Afrique de l'Est. Le principal instrument de financement du chiisme dans le pays repose très probablement sur la percée économique de la communauté indienne, qui s'acquitte du khoms<sup>50</sup>, représentant 1/5<sup>e</sup> de leurs revenus annuels. Un effet, davantage induit que recherché, de cet engagement religieux de la communauté indienne pourrait être un renforcement de son intégration sociétale. La communauté, comme ailleurs en Afrique de l'Est, a toujours souffert d'une mauvaise image, ce qui lui a valu à Madagascar d'être victime d'OPK (Opérations anti-Karana<sup>51</sup>). En effet, il s'avère que le chiisme est désormais loin de se limiter à la communauté indienne et qu'un nombre croissant de Malgaches se convertissent. Le phénomène concerne même les Malgaches sunnites touchés par une vague de conversions au chiisme. L'appartenance à une religion commune est de nature à

---

47. Bohra vient du Goujrâti « Vohorvou » qui signifie « faire du commerce ».

48. Les Khoja étaient ismaéliens à l'origine et ont créé leur propre branche à partir de 1870, soit aux Indes soit une fois arrivés à Madagascar.

49. Ces proportions ne sont pas officielles et émanent des travaux de A. M. Z. Vastrâm, « Arrivée et implantation des Khojas Shi'âh Isnâ 'Âshari à Madagascar », Paris, Éditions Iqra, 2010. Disponible en ligne sur : [sophie.cassam.free.fr](http://sophie.cassam.free.fr) (consulté le 26 septembre 2016).

50. Le khoms diffère de la zakat parce que ces dîmes ne sont pas destinées aux mêmes œuvres. La zakat appartenant à la communauté, son utilisation se limite à la chose publique.

51. Les OPK, qui surviennent généralement lors des phases de crises sociopolitiques à Madagascar, voient des groupes de manifestants s'en prendre aux biens des Indiens (commerces, bijouteries, etc.).

transcender les tensions communautaires. Par ailleurs, le fait que les opérateurs indiens recrutent majoritairement des chiites au sein de leur entreprise constitue également un facteur de conversion important.

La richesse de la communauté chiite à Madagascar tranche avec les moyens limités de la communauté sunnite, qui repose presque qu'exclusivement sur l'étranger. Il peut s'agir de financement par des communautés chaféites ou hanafites basées en France – surtout à la Réunion – permettant la construction de petites mosquées (plusieurs à Mahajanga ont ainsi été financées de la sorte), ou bien de financements venus des pays du Golfe. Aucun opérateur sunnite ne peut rivaliser avec la puissance économique des Indiens précités, mais on retrouve des opérateurs de second ordre, à la tête de chaînes hôtelières, ou même enrichis dans des circonstances troubles. Ainsi du cas de Papa Soulé, qui dirige l'importante ONG Zanaka 'Avaratra, et qui est accusé régulièrement dans les médias d'implication dans différents types de trafic. Les Indiens sunnites (hanafites), peu nombreux dans le pays, sont principalement quinquaiillers et ne comptent guère parmi les grandes fortunes du pays. Ils représenteraient 5 % des Indiens du pays<sup>52</sup>.

---

52. Cf. A. M. Z. Vastrâm, « Arrivée et implantation des Khojas Shi'âh Isnâ 'Âshari à Madagascar », *op. cit.*

# Une menace terroriste à Madagascar ?

La dernière interprétation usuellement faite de l'islamisation, à savoir une radicalisation des discours et des pratiques islamiques pouvant donner lieu à des actes de violence religieusement motivés, renvoie davantage à l'islamisme. Or, ce concept fait l'objet de nombreuses controverses, précisément parce qu'il englobe trop de courants différents pour constituer un ensemble homogène. Cet article n'a pas vocation à rentrer au cœur de ce débat. Nous retiendrons donc une définition récemment proposée par la Brookings Institution :

« Islamism as a phenomenon incorporates a wide spectrum of behavior and belief. In the broadest sense, Islamist groups believe Islamic law or Islamic values should play a central role in public life. They feel Islam has things to say about how politics should be conducted, how the law should be applied, and how other people – not just themselves – should conduct themselves morally. »<sup>53</sup>

L'immense majorité des mouvements pouvant être considérés comme « islamistes » sont non-violents, et c'est le cas de l'intégralité des organisations islamistes qui existent à Madagascar, qu'elles soient réputées proches des Frères musulmans ou bien d'inspiration wahhabite. Dès lors, il s'avère bien difficile d'identifier d'où vient la menace terroriste qui planerait à Madagascar. Les noms qui ont pu être suggérés par bien des observateurs renvoient à des prédicateurs ou imams qui n'ont absolument rien de clandestin et dont il n'existe aucun prêche (pourtant public) prônant la violence. Dès lors, la réalité de la menace, si tant est qu'elle existe, n'émane pas de ces groupes islamistes, lesquels peuvent toutefois susciter une inquiétude de nature sociétale dans la mesure où leur présence croissante modifierait les équilibres de la société malgache.

La menace djihadiste pourrait alors, selon d'autres interlocuteurs, essentiellement venir de l'extérieur. Elle repose sur le postulat que la position géostratégique et la situation politique de Madagascar pourraient inciter des groupes djihadistes à se développer dans le pays.

---

53. Cf. S. Hamid et R. Dar, *Islamism, Salafism, and jihadism: A primer*, Washington D.C., Brookings Institution, 15 juillet 2016.

En première lecture, Madagascar possède nombre d'atouts pour toute organisation terroriste : une très forte présence occidentale ; un État de plus en plus faible et qui ne contrôle plus certaines portions de son territoire (dans le Grand Sud) ; un très haut niveau de corruption qui permet d'acheter beaucoup d'allégeances. L'État malgache peine effectivement à contrôler effectivement les entrées et les sorties sur son territoire, mais le fait que Madagascar soit une île réduit tout de même quelque peu le risque de voir des cellules clandestines de pays voisins s'y enraciner, les voies d'entrée étant singulièrement réduites. Surtout, Madagascar reste à la périphérie des zones d'influence des groupes terroristes et ne revêt du coup guère d'intérêt stratégique. Le seul groupe djihadiste qui pourrait nourrir un intérêt pour Madagascar est Al-Shabab. En effet, le développement régional de l'organisation terroriste somalienne a permis à Al-Shabab de développer sa présence en Tanzanie et au Kenya, donc non loin de Madagascar. Dans ce cadre, la Grande Île pourrait apparaître à certains égards comme l'étape suivante du développement d'Al-Shabab. La déliquescence de l'État, le développement de nombreux réseaux criminels et milices pourraient offrir un terreau favorable à l'implantation de cellules terroristes. Rien pour l'heure ne semble toutefois indiquer pareille ambition, d'autant que Madagascar n'a jamais été évoquée par Al-Shabab. Il convient malgré tout de considérer cette menace plus sérieusement que les autres, en raison d'une relativement importante communauté somalienne réfugiée dans le pays depuis le début de la guerre civile en Somalie en 1992, et surtout du fait qu'une présence de Somaliens radicaux a été évoquée à Madagascar par plusieurs de nos interlocuteurs. Ceux-là seraient arrivés à partir de 2009, sans doute grâce à l'effondrement institutionnel provoqué par la crise politique déclenchée en mars de la même année. Ainsi, un étudiant somalien à l'université d'Ankatso, arrivé courant 2009 dans le pays, aurait fréquenté les milieux estudiantins musulmans avant d'encourager ses frères malgaches à basculer dans le djihad offensif pour se venger des injustices faites aux musulmans. Faute d'être parvenu à convertir des frères, le somalien incriminé aurait « disparu<sup>54</sup> ». Ce cas isolé ne doit pas pour autant occulter le fait que la communauté somalienne qui se concentre dans les quartiers populaires de la capitale des 67 ha et d'Isotry est parfaitement intégrée à la société malgache, la communauté somalienne fréquentant les lieux de vie et de culte de la population malgache sans que cela ne crée de tensions particulières.

---

54. Entretien avec un journaliste malgache fréquentant cet univers, Antananarivo, juillet 2016.



Cette capacité d'infiltration sur le territoire malgache est sans doute ce qui inquiète le plus les chancelleries occidentales, dont certaines redoutent ouvertement que Madagascar, à défaut d'abriter des cellules clandestines, soit perçu comme un territoire de transit pour des djihadistes sous-régionaux ou bien un territoire sur lequel il serait aisé de commettre des attentats d'envergure contre des intérêts occidentaux. En effet, depuis 2009, l'extrême porosité des frontières aériennes, la corruption rampante au sein de l'administration et la remise en cause des services de renseignement de l'ancien régime rendent le contrôle du territoire très partiel. Pour un groupe terroriste, le rapport risque/opportunités offert par Madagascar est en effet très attractif. Du fait que Madagascar ne constitue pas une zone exposée à la menace, les ambassades occidentales ne sont pas très sécurisées, tandis que les hôtels fréquentés par les Occidentaux ne font l'objet d'aucune mesure de sécurité. Ils constituent autant de cibles potentielles, au même titre que le sommet de l'OIF censé se tenir d'ici la fin de l'année. Ceci étant dit, la planification d'un attentat ne peut se faire intégralement depuis l'étranger et nécessite des complicités locales.

Il convient ici de mentionner le risque que pourrait représenter la Jamaat Tabligh, dont nous avons déjà précisé qu'il s'agissait d'une organisation fondamentalement non violente. Or, le mouvement qui plaide pour un retour à l'islam des origines (et en ce sens, peut être qualifiée de fondamentaliste) a souvent été mis en cause pour sa responsabilité présumée dans des actes de terrorisme, partant du constat que certains de ses anciens membres ont rejoint des organisations terroristes. Par exemple, nombre des responsables d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) au Mali ont, un temps, fréquenté la Jamaat Tabligh. Des recherches personnelles sur le sujet au Sahel permettent de soutenir que la Jamaat Tabligh n'est en rien responsable du basculement d'un certain nombre de ses frères dans des organisations terroristes. Toutefois, la fréquentation de l'organisation étant ouverte à tous (ce qui la distingue d'ailleurs des groupes salafistes), elle peut être infiltrée par des groupes terroristes qui recrutent alors en son sein. Une autre hypothèse tient au fait que la Jamaat Tabligh, de l'aveu même d'un de ses anciens frères au Niger, désocialise, notamment au travers des khurudj<sup>55</sup> dont le but est de « revitaliser la foi ». D'ailleurs, il est courant que des musulmans qui ne sont pas adeptes du Tabligh, réalisent des khurudj pour se rapprocher de Dieu, sans pour autant rejoindre le mouvement par la suite. Cette désocialisation peut constituer un facteur qui prédispose indirectement au basculement dans la violence dès lors qu'un « frère » devient convaincu (par le truchement d'un

---

55. Il s'agit de sorties itinérantes organisées entre frères de l'organisation et destinées uniquement à la prière. Il peut s'agir de khuruj de 3 jours, 40 jours, 4 mois ou plus.

recruteur terroriste par exemple) que l'objectif de « libération » de l'humanité ne peut plus être atteint par le seul prêche mais doit passer par l'action violente. Reste que le mouvement Jamaat Tabligh est fondamentalement non violent et ne peut être suspecté de collusion avec quelconque organisation terroriste. Il s'agit davantage de trajectoires individuelles déviantes. Dans la mesure où des membres d'organisations terroristes pourraient se fondre parmi les groupes de prêcheurs itinérants, l'enjeu est alors de s'assurer que le contrôle de ces prêcheurs soit suffisamment efficace. Si le système administratif malgache paraît avoir mis du temps à s'adapter à l'augmentation du nombre de prêcheurs du Tabligh, les choses semblent s'être améliorées depuis 2014. Un responsable de la mosquée hanafite nous a ainsi expliqué qu'en toute transparence avec le ministère de l'Intérieur, chaque prêcheur étranger du Tabligh devait déposer auprès des autorités une copie du passeport au plus tard une semaine avant son arrivée. La réalité invite à nuancer l'idée d'une circulation incontrôlée de « barbus » à travers l'île. Ainsi, en 2015, notre interlocuteur à la mosquée hanafite a précisé que 77 groupes de 6 à 7 personnes venant du Pakistan, d'Inde, de Maurice, de la Réunion et des Comores ont séjourné à Madagascar dans le cadre de leurs activités de prédication. Et l'intéressé de reconnaître qu'avant ce système formalisé avec la police aux frontières, des individus arrivaient à Madagascar en prétendant venir à la mosquée hanafite, alors que ceux-ci n'étaient pas connus de la mosquée. Ce contrôle renforcé, couplé au fait qu'il n'existe a priori pas de cellules clandestines de groupes djihadistes, protège quelque peu contre le risque que le Tabligh puisse être infiltré par des éléments terroristes. Ce risque ne peut toutefois pas complètement être écarté.

Enfin, le dernier risque tient au fait que le terrorisme pourrait se développer à terme dans le pays via un djihadisme endogène porté par des Malgaches. Plusieurs facteurs d'inquiétude méritent d'être soulignés à cet égard. Madagascar, comme nombre d'autres pays à travers le monde, est touché par des départs en Syrie. Selon un observateur bien introduit au sein de la communauté musulmane du pays, la guerre en Irak en 2003 aurait déjà déclenché une première vague de départs de Malgaches en Irak. Le nombre de ces départs serait tout à fait limité et ne concernerait qu'une poignée d'individus. Les départs en Syrie, confirmés par plusieurs sources<sup>56</sup>, ne seraient guère plus nombreux et toucheraient essentiellement les villes du nord du pays (Mahajanga en majorité, mais aussi Antsiranana, Farafangana et d'autres villes). En 2013, le cas d'un Malgache d'AQMI tué au nord du Mali avait été mentionné dans un ouvrage consacré à la guerre

56. Entretiens avec un journaliste musulman et un officier malgache, Antananarivo, 28 juillet 2016.

de la France au Mali<sup>57</sup>. Si certaines informations recueillies alors évoquaient le fait qu'il était originaire de Mahajanga, aucune des personnes interrogées sur place n'a eu écho de ce cas. Le risque porte ici sur le retour de ces combattants et leurs projets locaux à Madagascar. Toutefois, là encore, le risque doit être relativisé. Aucun pays (ou presque) à travers le monde n'est épargné par les départs en Syrie, mais dans les pays où ils sont limités en nombre (comme à Madagascar), ils sont à comprendre comme des trajectoires individuelles déviantes davantage que comme le fruit de stratégies d'endoctrinement développées au sein de cellules radicales. La problématique du retour, sans être minimisée, est alors d'une gravité moindre, des individus isolés pouvant difficilement porter le djihad à leur retour dans le pays sans jouir d'une base religieuse, logistique et combattante.

Cependant, des individus peu ou pas islamisés peuvent entamer des trajectoires de radicalisation via la « djihadosphère » sur internet sans forcément appartenir à un réseau religieux en amont. La donne serait plus inquiétante si Madagascar se situait parmi les cibles prioritaires de Daech. Or, le noyau de l'organisation reste centré sur l'Irak et la Syrie et les tentatives d'exportation au Maghreb et en Afrique sont loin d'être conformes aux succès annoncés, à l'exception peut-être de Boko Haram au nord du Nigeria. Qu'il s'agisse de la Libye, du Sahel ou de la Corne de l'Afrique, les groupes liés à Al-Qaïda demeurent dominants. Ainsi, pour l'Afrique de l'Est, si Daech a annoncé son implantation en Somalie et qu'un autre groupe appelé Jabha East Africa prétend porter le djihad dans toute l'Afrique de l'Est au nom de l'État islamique, l'empreinte réelle de Daech apparaît extrêmement limitée pour l'heure. Là encore, Madagascar ne semble guère figurer dans les plans de ces organisations à court terme.

---

57. Cf. J.-C. Notin, *La Guerre de la France au Mali*, Paris, Tallandier, 2014.

## Conclusion

L'islam semble en croissance dans le pays, mais cela n'indique en rien une quelconque radicalisation des discours et des esprits. La présence à Madagascar de communautés proches des Frères musulmans, ou encore d'inspiration wahhabite, ou même du Tabligh, n'a rien d'original. Ces communautés sont présentes dans quasiment tous les pays à travers le monde. Jusqu'ici, la cohabitation entre ces communautés, les chiites et les communautés chrétiennes est harmonieuse à Madagascar. Toutefois, comme nous l'avons évoqué dans cet article, les images déformées et les clichés sur l'islam se propagent dans les médias, dans les cercles tananariviens et tendent à créer de fausses réalités entretenues par le *tsaho* malgache. Ce contexte est inquiétant, car il pousse la communauté musulmane à se replier sur elle-même, le sentiment d'exclusion, voire d'injustice, étant parmi les plus propices à la radicalisation.

Le problème tient moins aux autorités, qui ont déjà émis des signaux positifs à destination de l'islam<sup>58</sup>, que des Églises chrétiennes, et en particulier de certains dignitaires de l'Église catholique, qui se font l'écho de ces représentations erronées de la réalité. Les propos les plus alarmistes (et fantasques) à propos de l'islam nous ont souvent été rapportés par certains dignitaires catholiques, dont l'influence auprès du pouvoir central n'est plus à démontrer. L'un d'eux soutient par exemple qu'un orphelinat construit dans le sud-est est dirigé par un imam qui soutient Daech. Outre le fait qu'un tel postulat n'est absolument pas vérifié, l'inquiétude de ces dignitaires n'est pas nouvelle. Il semblerait que la décision prise par Ravalomanana d'interdire les activités de l'AMA à Madagascar résultait de rapports fournis au président par des représentants d'Églises chrétiennes à propos des activités de l'AMA dans le sud-est du pays<sup>59</sup>.

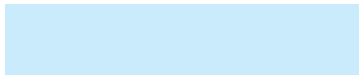
Plusieurs témoignages recueillis laissent craindre que la thématique du djihadisme serve d'épouvantail – conscient ou inconscient – à une certaine frange de l'opinion publique et des acteurs politiques malgaches tout aussi inquiets de voir l'islam progresser dans le pays que d'imaginer qu'il puisse produire de l'intégrisme. Cette ambivalence explique largement la confusion entretenue autour de « l'islamisation » du pays.

---

58. L'adoption en conseil des ministres des jours fériés, chômés et payés pour les musulmans en témoigne.

59. Entretien avec un responsable du FSM, mai 2014.

Cette campagne de dénigrement, loin de permettre de « résister » à ce développement de l'islam, risque de produire les effets redoutés, à savoir produire de la radicalité. Le dialogue interreligieux s'avère ici fondamental pour ne pas dresser les communautés les unes contre les autres.



**ifri**

institut français  
des relations  
internationales